

25/6/2008

MRE: Définir d'abord le rôle politique

Entretien avec Driss Yazami, président du CCME

- Un colloque international en novembre prochain
- 11 niveaux de consultations identifiés par le Conseil

Outre les transferts en devise, le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger planche sur un certain nombre de dossiers dont celui de la mobilisation des compétences scientifiques des MRE.

- L'Economiste: Quelles ont été les conclusions de la dernière AG?

- Driss Yazami: D'abord, nous devons lors de cette première AG nous entendre sur la nature même de l'institution, car la création de telles instances pourrait induire quelques confusions. L'objectif donc est de déterminer sa place dans le dispositif institutionnel marocain.

- Et votre mission alors?

- Il s'agit d'une institution consultative chargée notamment d'évaluer les politiques publiques destinées à l'immigration et des Marocains résidant à l'étranger. Le conseil élabore des avis consultatifs pour les soumettre au souverain. La deuxième réflexion porte sur les moyens à même d'amplifier la participation politique et économique des MRE. Ce qui doit être clair, c'est que nous ne sommes pas une administration de plus pour recevoir des plaintes ou régler les problèmes des MRE.

- Quel est le constat de départ?

- D'après une étude élaborée dans ce cadre, nous avons identifié onze niveaux. En tête, le développement démographique des MRE. Leur nombre a été multiplié par trois en moins de 20 ans, pour atteindre 3,3 millions de personnes établies de manière légale. Nous ne disposons toutefois pas de chiffres relatifs aux illégaux et aux mineurs. Pas d'indications non plus sur le phénomène de vieillissement et de rajeunissement de l'immigration marocaine: d'un côté les retraités et de l'autre des jeunes nés à l'étranger. Il y aussi la féminisation et la généralisation du phénomène d'immigration à toutes les composantes de la société, à toutes les régions et à toutes les couches, avec une élévation du niveau scolaire et intellectuel.

Les Marocains, il faut le souligner, sont les étrangers les plus naturalisés et donc davantage intégrés.

- Qu'avez-vous fait pour accompagner ces transformations?

- Nous avons entamé nos travaux par des ateliers et séminaires dans plus de 20 pays, dont neuf du monde arabe, en présence de pas moins de 840 personnes. Le tout a été couronné par la constitution de six groupes de travail. L'accent est mis sur la mobilisation des compétences selon un processus participatif. L'agenda de chaque groupe de travail suivra trois étapes. La première portera sur la recherche et l'étude comparée, la deuxième consiste à proposer des modalités de consultation sur le sujet et enfin l'élaboration de projets d'avis consultatifs.

- Et quelle est l'ultime finalité de ce processus?

- Je n'ai personnellement pas d'avis préétabli, cela suivra la procédure normale des trois étapes sus-citées. En fait, l'un des premiers avis consultatifs à attaquer sera en rapport avec la participation politique. La première étape est déjà déclenchée et le projet sera achevé vers fin juillet. Pour davantage de rayonnement et d'interactivité, nous espérons organiser un colloque international en novembre prochain afin de prendre connaissance des différentes expériences à l'échelle internationale, notamment en Grèce, Liban, France. Nous planchons aussi sur le mode d'éducation de la langue arabe, un besoin qui sort dans pas mal de rencontres, puisque pas moins de 60.000 enfants sont concernés. Il y a donc un impératif en matière d'évaluation.

- Cela a un rapport avec le volet culturel?

- Notre focalisation sur l'axe culturel vise à aider les MRE à s'intégrer davantage dans les pays d'accueil, et ce n'est qu'en tant que tel qu'ils pourront contribuer au développement de leur pays d'origine.

Un Marocain ne peut aussi s'insérer dans son pays d'accueil sans avoir cette fierté de l'image de son pays d'origine, sa culture et son aura. Notre tâche réside ainsi dans la mobilisation des compétences scientifiques, techniques et économiques et de voir comment on peut assumer cette contribution, loin des thèses traditionnelles, qui consistent au retour définitif de la matière grise au bercail. Des formules alternatives, à travers des partenariats avec les universités internationales, seront plutôt privilégiées.

Propos recueillis par
Ali RACHDI